

Actualité

Retour sur les campagnes électorales Le Front national trouve son compte dans un durcissement entre les « politiques » et les médias



Le président Claude Bartolone, au « perchoir ».

Les élections municipales puis européennes du premier semestre 2014 ont apporté un fait inédit et peu anticipé dans la sphère politico-médiatique : l'arrivée en premier plan du Front national.

Comme à l'accoutumée, l'antienne « c'est la faute aux médias » a résonné sur les plateaux de radiotélévision. Dès le 26 mai plusieurs eurodéputés (PS, EELV, UDI-Modem...) ont reproché aux grands médias

audiovisuels un traitement qui n'aurait pas assez abordé « *le fond* » et accordé trop d'importance aux eurosceptiques, à commencer par le parti de Marine Le Pen. L'ancien ministre Corinne Lepage s'était déjà alarmée pendant la campagne, sur le site Huffington Post, de ce que « *les médias sacrifient l'Europe à l'audimat* » et les petites formations aux « majors ».

Ces reproches sont classiques et souvent justifiés. On le sait, une grande partie des responsables de rédaction, particulièrement dans l'audiovisuel, ont depuis longtemps décrété par exemple que « l'Europe n'intéresse personne »... Mais ce parti-pris a pu occulter un phénomène nouveau : le durcissement du débat public et des relations entre « politiques » et journalistes. Alors, finie la connivence et les pratiques incestueuses si souvent dénoncées par le public et les observateurs critiques des médias ? Nous en sommes loin. Il semble plutôt que la montée des antagonismes, de l'incivilité et de la violence verbale dans la société ait désormais atteint le « microcosme », qui aime par ailleurs à cultiver les manières de Janus. (*lire la suite page 5*)

Veille et pédagogie

L'ODI se renforce parmi les professionnels Le SPIIL, la FNPS, Le Monde, La Montagne... ont rejoint l'Observatoire

L'Observatoire de la déontologie de l'information (dont l'APCP a été à l'origine de la création) aura deux ans en septembre. Il a publié en novembre 2013 son premier rapport annuel, bien accueilli par les professionnels comme ailleurs dans la société. Son apport positif a été souligné dans l'audit de la magistrate Marie Sirinelli, remis le 13 février 2014 à la ministre de la culture et de la communication. Depuis ce rapport et l'élection de son nouveau président Patrick Eveno (professeur à l'Université Paris I), il a reçu de nouveaux renforts, notamment parmi des organisations professionnelles.



Patrick Eveno

Plusieurs membres fondateurs de l'ODI venaient déjà de cette composante de l'univers médiatique : Fédération française des agences de presse, Syndicat national des radios libres, CFDT-Journalistes, Ecole des métiers de

l'information (EMI-CFD), Alliance internationale de journalistes. Ils avaient été rejoints notamment par l'Union des clubs de la presse de France et francophones et par l'Union de la presse francophone. L'observatoire vient d'enregistrer en 2014 de nouvelles adhésions : Association des journalistes de l'environnement, Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne, Fédération nationale de la presse spécialisée, groupe Audiens, Fondation Varenne. (*lire la suite page 3*)

Rédactions

On a besoin des chefs

Depuis 2007 l'APCP s'est efforcée patiemment de faire comprendre l'importance de la création en France d'un conseil de presse indépendant, son intérêt pour tous et pour chacun. Il lui a fallu *proposer* (un projet concret amendable est disponible), *convaincre* (colloques, auditions, démarches multiples dans la profession, la société civile et auprès des politiques), *rassembler* (l'Observatoire de la déontologie de l'information en est la preuve la plus tangible).

Aujourd'hui, des blocages

subsistent, particulièrement du côté des éditeurs de média. Mais d'autres formes d'inertie ont été observées dans la profession, dans les hiérarchies rédactionnelles. Trop nombreux sont en effet les directeurs de rédaction et rédacteurs en chef qui considèrent que la qualité de l'information, et donc le respect de la déontologie, sont accessoires, voire inutiles et contraignants.

Deux indices de cet état d'esprit.

D'une part, de nombreux cas affleurent où les responsables de rédaction sont en cause dans les dérapages, nous en avons déjà cité ici des exemples. D'autre part, on a pu observer que les jeunes journalistes ne sont souvent nullement avertis des règles de base de la profession en la matière, de l'existence de chartes internes ou plus larges, *a fortiori* ils ne sont guère encouragés à la rigueur et à la qualité.

C'est pourtant aux rédactions en chef d'assurer cette qualité de la production éditoriale. Leur rôle est essentiel (c'est pourquoi ils sont représentés dans certains conseils de presse lorsqu'une association les regroupe, ce qui n'est pas le cas en France). Les en convaincre paraît être un enjeu majeur pour redresser la barre. L'APCP fera de ses contacts avec les hiérarchies rédactionnelles (informer, écouter...) une de ses priorités pour la rentrée. ■ Y.A.

Elections municipales 2014

Journalistes en campagne à Paris

Le « combat de femmes », obsession des responsables de rédaction

Le Laboratoire Communication et Politique (LCP) du CNRS organisait le 10 juin son séminaire mensuel, cette fois sur « *la médiatisation des élections municipales 2014 à Paris* ».

Les premiers mots de Christophe Piar, détaillant les sondages d'intentions de vote réalisés par l'institut CSA pour des médias, donnent le ton : le titre générique de ces sondages est « *le match des municipales* ». On est prévenu, c'est d'un spectacle dont on va parler. Le spécialiste détaille les techniques des sondeurs et leurs limites, mettant notamment en lumière la connaissance insuffisante de la plupart des journalistes, source souvent d'imprécisions ou de présentations tendancieuses. Cette alchimie compliquée engendre bien des pièges, comme les « redressements » (socio-démographique et politique) des résultats : les marges d'erreur sont calculées avant qu'ils n'interviennent et « *le redressement politique a une part de subjectif* ». Sur l'apport des trois vagues de sondage pendant cette période de plusieurs mois : « *peu d'évolution dans les intentions de vote* » et « *une bonne prévision du résultat final* ».



Christophe Piar

Cinq journalistes politiques, invités ensuite à répondre au questionnement de Pierre Lefebvre, ont « refait le match » de manière instructive. « *Canal + voulait, comme les autres chaînes, qu'on présente aux téléspectateurs « le combat des femmes* », attaque Najib Tajjouti, documentariste. *En fait, Anne Hidalgo et Nathalie Kosciusko-Morizet sont des personnalités politiques comme les autres* ». « *Le duel de femmes était une réalité, mais on risquait de tomber dans une forme de caricature* », renchérit Sophie de Ravinel (*Le Figaro*). Il est donc possible, selon les témoignages, de résister à cette pression. Par exemple « *ignorer la mode* » (Marie-Anne Gairaud, *Le Parisien*), le look faisant désormais partie des canons parisiens du « journalisme politique ». Ah, la nouvelle coiffure de NKM !...

Pression des chefs, mais aussi des « communicants ». Ainsi, à la Toussaint, l'équipe Hidalgo « *a cherché à nous vendre une exclu sur le marché de la mort à Paris* », *Le Parisien* n'en a pas voulu. Le staff de NKM s'est employé à attirer



De g à d : Najib Tajjouti (documentariste), Sophie de Ravinel (*Le Figaro*), Daic Audouit (France 3), Marie-Anne Gairaud et Christine Henry (*Le Parisien*), Pierre Lefebvre (LCP).

les journalistes dans une (seconde) réunion sur son programme culturel, en alléchant avec un « invité surprise » : trois journalistes ont fait le déplacement pour rencontrer une Carla Bruni en mission, le bide. La « manip » a provoqué en fait par la suite une méfiance accrue. « *C'est un peu la lutte avec les attachés de presse pour qu'ils n'imposent pas leur agenda ou leurs questions pour les interviews* », note Sophie de Ravinel.

Soumis à cette double contrainte, les journalistes tentent de faire honnêtement leur travail. Qui consiste aussi, en principe, à donner la parole à tous... Mais, alors que la question de la place dans les pages ou le déroulé d'un JT ne se pose pas pour les protagonistes du combat vedette, elle se complique pour les autres : « *Pour les petits partis, il fallait trouver des sujets sexy* », avoue la journaliste du *Parisien*, dont le lectorat est pourtant diversifié sur le plan politique... « *On nous demandait beaucoup de matches, il fallait batailler pour avoir un peu de place* », ajoute sa collègue Christine Henry. Spectacle. Et le service public, soumis, lui, au devoir d'équité bien avant la campagne officielle ? « *Moi, je suis contre l'équité*, s'engage Daic Audouit (France 3 Île-de-France), comme d'ailleurs de très nombreux journalistes et responsables de chaînes. *A partir de février-mars, cela nous a amenés à faire des « sujets temps de parole » qui ne s'imposaient pas dans l'actualité* ». ■ Y. A.

Echanger, débattre

« Responsables ? »
Thème des Assises du
journalisme 2014

« Responsables les journalistes ? Responsables du vote protestataire, de la perte des valeurs, de la défiance généralisée... ? Responsables dans la façon d'exercer leur métier, dans leurs choix éditoriaux, soucieux d'une information responsable... ? ». C'est ainsi que Jérôme Bouvier (président de Journalisme et Citoyenneté et médiateur de Radio France) présente le thème mis en valeur par ces 8^{èmes} Assises internationales du journalisme et de l'information, à Metz du 16 au 18 octobre 2014*. Il fera notamment l'objet du premier « grand débat » (jeudi 16, 20h30), qui abordera en particulier la responsabilité de l'information en continu, la responsabilité individuelle du journaliste, celle du directeur de publication, la responsabilité collective des journalistes et des médias.

Le second « grand débat »



Guilaine Chenu et Françoise Joly.

(vendredi, 20h30) aura pour objet le reportage, avec notamment les deux coprésidentes du jury des Prix des Assises, Guilaine Chenu et Françoise Joly, responsables de l'émission « Envoyé spécial » de France 2.

Au chapitre de la déontologie et de la qualité de l'information, deux rendez-vous à ne pas manquer. La présentation du deuxième rapport annuel de l'Observatoire de la déontologie de l'information, en principe vendredi 17 après-midi, sera suivie d'un débat sur les faits saillants et les questions soulevées par l'ODI. D'autre part, Les Entretiens de l'information et l'Alliance internationale de journalistes se sont alliés pour organiser une table ronde sur le thème récurrent « vis privée / vie publique », toujours d'actualité avec notamment l'étalage médiatique de la vie privée du président de la République. Un éclairage européen sera donné à l'occasion de la publication du premier opus (sur ce thème) d'une nouvelle collection des « livres de l'Alliance », consacrée au journalisme en Europe. ■

* <http://www.journalisme.com/>

Profession

La déontologie... sur le métier

Le SNJ a organisé six ateliers d'échanges



Au premier atelier, à Angers (photo SNJ).

Dans la foulée d'une décision prise à son dernier congrès (octobre 2013), le Syndicat national des journalistes a organisé six « ateliers déontologie » à Angers, Rouen, Lyon, Strasbourg Marseille et Paris. Dominique Pradalié, secrétaire générale et porte-parole, et Pierre Ganz, membre de la commission déontologie du syndicat, sont allés à la rencontre des journalistes d'un titre, ou d'une section locale, qui souhaitent témoigner de leurs difficultés et quelque peu gonfler leurs batteries.

Ce qui ressort de l'étude de cas concrets ? D'abord le traitement sensationnaliste de l'information. Ainsi au *Courrier de l'Ouest*, dont le délégué syndical, Emmanuel Poupard, a organisé le premier des ateliers : « Depuis l'arrivée d'un nouveau rédacteur en chef, la ligne éditoriale du titre a changé, il faut vendre du fait divers à tout prix, au mépris parfois de la réalité de l'information ». Les journalistes, confrontés à des commandes d'articles « farfelues », doivent se soumettre ou biaiser ; pour marquer leur désaccord, ils observent depuis mars une grève des signatures.

Autres doléances partagées dans les ateliers : la confusion entre information et communication, la primauté du marketing, l'improvisation érigée en règle. « Derrière ces dérives, c'est bien un mépris à l'égard du travail de terrain qui se manifeste », estime Pierre Ganz. « Nos directions préfèrent fabriquer de l'info plutôt que la collecter et la diffuser », renchérit Emmanuel Poupard.

Les journalistes sont ainsi confrontés à des conditions de travail « choquantes », selon Dominique Pradalié, qui a plaidé pour la solidarité entre collègues : « Les rédactions souffrent de la disparition de tout lieu et de tout temps d'échange professionnel ». Mais elle a aussi rappelé le rôle des institutions représentatives du personnel et ouvert des pistes d'action juridique. « La déontologie, naguère considérée comme une question personnelle, est redevenue un enjeu professionnel et collectif, assure la secrétaire générale du SNJ en charge de ces questions. *Les journalistes ont conscience que sans information de qualité, leur profession pourrait bien disparaître* ».

Pour pouvoir maintenir le cap, estime le SNJ, il leur faut des garanties, explicitement revendiquées par le syndicat depuis 2012 : une charte déontologique unique*, la reconnaissance juridique des équipes rédactionnelles et une instance nationale de régulation professionnelle. Sur le métier des « ateliers déontologie », les participants ont même examiné le fonctionnement de conseils de presse existants, notamment celui de Belgique francophone. ■ **Bertrand VERFAILLIE**

* Pour le SNJ, qui prône la défense des intérêts moraux des journalistes autant que celle de leurs intérêts matériels, celle rédigée par ses fondateurs en 1918 et réactualisée en 1938 et 2011.



Pierre Ganz.

Veille et pédagogie ... (suite de la page 1)

L'ODI se renforce parmi les professionnels

Deux quotidiens ont aussi rejoint ses rangs, *Le Monde* et *La Montagne*, ainsi que l'École supérieure de journalisme de Lille et plusieurs personnes à titre individuel.

L'ODI indique, dans un communiqué, qu'il « poursuit ses travaux dans un contexte où le sentiment d'une nécessaire réflexion sur la qualité et la déontologie de l'information est de plus en plus partagé. L'association va ainsi continuer d'apporter ses contributions de veille, d'analyse, de recensement et d'apport pédagogique. » Il souligne combien est importante la présence en son sein à la fois des journalistes, des éditeurs et du public, et « appelle tous les professionnels de l'information, entreprises, fédérations et syndicats représentatifs des éditeurs et des journalistes, ainsi que les associations citoyennes, à le rejoindre. » Il présentera son deuxième rapport annuel lors des Assises du journalisme à Metz (16 au 18 octobre 2014). ■

Société

Les parlementaires nous répondent

L'APCP a reçu déjà des réponses à la lettre envoyée aux parlementaires (voir *Le Bulletin de l'APCP* n° 37), pour les inciter à se pencher sur la nécessaire création en France d'un Conseil de presse. Des élus de presque tous les partis représentés au Parlement ont répondu : PCF, EELV, PRG, PS, UDI, UMP. Parmi eux, notamment, un président de groupe et deux présidentes de Commission. Paola Zanetti, députée PS de Moselle, a posé une question écrite à la ministre de la culture et de la communication, sur les suites que le gouvernement entend donner au rapport Sirinelli (*JO AN* 27 mai 2014). L'APCP poursuivra dès la rentrée ses démarches auprès des formations politiques et de groupements associatifs, consciente de l'importance de notre objectif pour l'ensemble de la société française.

Profession

Le congrès de l'UCP2F a élu son nouveau bureau

Réunie à Liège en congrès les 2 et 3 mai, l'Union des clubs de la presse de France et francophones (UCP2F) a élu son nouveau bureau. Jean-Marc Canova remplace Karl Sivatte à la présidence. Jean-Marc Canova a représenté l'UCP2F au conseil d'administration de l'ODI depuis sa création.



Jean-Marc Canova.

Jean-Marc Canova, président en charge des relations institutionnelles et du développement (Pays de Savoie).

Karl Sivatte, premier vice-président, en charge des clubs des Caraïbes (Martinique)

Timothée Maymon, vice-président (Saint-Etienne)

Sophie Vaneecke, vice-présidente (Gard)

Rocio Prado-Sanchez, secrétaire générale (Clermont-Auvergne)

Kerwin Alcide, secrétaire général adjoint (Guyane)

Henri Lehance, trésorier (Liège)

Hélène Margaron, trésorière adjointe (Drôme-Ardèche).

Plus d'info sur <http://www.courleuxsansfrontieres.com/>

Opérations militaires

Journalistes au front

« Une information ne vaut pas une balle... »

Les Entretiens de l'information ont organisé le 26 juin une « journée de réflexion » autour du thème « Informer sur les guerres de l'armée française ». Jean-Dominique Merchet (*L'Opinion*) a bien défini les différents rôles journalistiques, en fait « trois métiers : reporter de guerre, suivi de l'actualité politico-militaire en France, et suivi de l'institution militaire elle-même », l'exemple de la féminisation des armées (15% des effectifs aujourd'hui) à l'appui.



De g à d : Hala Kodmani, Marc Semo, Jérôme Bouvier, Nicolas Hénin, Morad Ait-Habbouche, Stéphane Manier, Yann Mens.

Le deuxième métier est sans doute le plus ingrat, si l'on en croit les spécialistes.

« Dans les rédactions, on ne s'intéresse qu'aux clichés : Bamako, c'est la libération de Paris, l'avancée des militaires c'est le Paris-Dakar, les opérations au Mali c'est la rémanence des djebels de la guerre

d'Algérie », regrette Pierre Babey (ancien rédacteur en chef à France 3). Bruno Fanucchi (*Le Parisien*, président de l'Association des journalistes défense) renchérit : « Pour chaque reportage, il faut se battre pour partir. Lorsque sur le terrain on propose un sujet, un rédacteur en chef peut être intéressé, un autre non... quand on appelle d'Afghanistan, ce n'est pas très amusant ». Et Jean Guisnel (*Le Point*) enfonce le clou : « Maintenant, les rédactions veulent des gens qui sautillent d'un sujet à l'autre. Et si le papier n'est pas personnalisé, il n'a aucune chance de passer... »

Pour les reporters sur le terrain – et particulièrement sur les opérations au Mali et en Centrafrique – être *embedded* (accompagner un détachement) ou pas ne paraît plus être un problème, comme lors de première guerre du Golfe. « C'est un mal nécessaire, mais les relations avec les militaires se sont professionnalisées depuis vingt-cinq ans, souligne Vincent Hugué (*L'Express*). La clé est la clarté du contrat, le non-dit est générateur de toxines ». « Même dépendant totalement des militaires, comme moi à Gao, on peut avoir une autonomie de jugement » (Thomas Hofnung, *Libération*). « Sur le terrain, il ne faut pas montrer une proximité trop forte » (Claude Guibal, France Culture).

En Centrafrique, le lieutenant-colonel Thomas Mollard a encadré quelque 480 journalistes de tous pays en quatre mois. Son credo : respecter de part et d'autre un « pacte moral » ; « mon rôle est de vous permettre de faire votre métier ». Les journalistes confirment qu'il n'y a « aucun contrôle » sur le travail des envoyés spéciaux. Conclusion du patron de la Délégation à l'information et à la communication de la défense (DICOD) Pierre Bayle : « Les dernières opérations ont montré qu'on avait dépassé les incompréhensions ».



Pierre Bayle.

Jusqu'où prendre des risques ? Question très présente chez les journalistes (comme chez les militaires et les responsables politiques). Nicolas Hénin, free lance : « J'ai maintenant peur de ce que je connais », le cauchemar d'une prise d'otages de dix mois en Syrie... Marc Semo (*Libération*) énonce un sentiment général : « Le grand changement, ce sont les prises d'otages ». Mais le risque est inégal : d'un côté les journalistes des grands médias qui peuvent y faire face, de l'autre, dénonce Stéphane Manier (membre du bureau de Reporters sans frontières) « la masse des indépendants, des occasionnels qui sont dans des situations extrêmement précaires et prennent des risques insensés ». Morad Ait-Habbouche a été de ceux-là, il dirige maintenant une petite agence et constate, amer, que les chaînes de télévision n'augmentent pas leur rétribution en fonction des risques. Alors il veut qu'on se pose « la bonne question : prendre des risques, pour quoi et pour qui ? » Lui répond : « Une information ne vaut pas une balle ». ■ Y. A.

Agenda de rentrée

Conférence nationale des métiers du journalisme
Paris, 2-3 octobre

La 5^{ème} CNMJ centrera ses travaux sur la formation (initiale et continue) en rapport avec l'innovation et la place des jeunes, dans la mutation que connaissent tous les médias. Quatre tables rondes sont prévues, avec la participation de nombreux participants étrangers (Belgique, Royaume-Uni, Suède, Suisse...). Jeudi 2 octobre : Démarches de formation dans les rédactions innovantes ; Expériences de démarches d'innovation par les établissements de formation. Vendredi 3 octobre : La place des jeunes dans l'entreprise de média en transformation ; Les jeunes au cœur de l'entreprise de média en transformation. Plusieurs personnalités doivent participer à ces journées, parmi lesquelles : Emmanuel Hoog (PDG, AFP), Vincent Peyrègne (directeur général, WAN-IFRA), Daniel Cornu (Genève).

* <http://www.cnmj.fr/>

Alliance des conseils de presse indépendants d'Europe
Bruxelles, 9-10 octobre

L'Alliance des conseils de presse indépendants d'Europe (AIPCE) se réunira à Bruxelles. Plusieurs thèmes seront abordés : les récentes évolutions de l'autorégulation des médias dans les pays européens ; les activités de la Commission de l'Union Européenne sur la liberté des médias (avec Lorena Boix-Alonso) et le soutien à apporter par l'UE dans les Balkans et en Turquie ; les différents systèmes d'autorégulation des médias (avec Adeline Hulin) ; l'action de la Cour européenne des droits de l'homme en faveur de la liberté de la presse et du journalisme.

* <http://www.aipce.net/>

Congrès du Syndicat national des journalistes

Fourmies (Nord), 8-11 octobre

Le SNJ réunit son congrès annuel dans l'Avesnois. Un débat public « L'internationalisation de l'information et des groupes de presse » est organisé le premier jour.

* <http://www.snj.fr/>

Assises internationales du journalisme et de l'information
Metz, 16-18 octobre

La 8^{ème} édition des Assises du journalisme se tiendra à l'Arsenal de Metz. Voir page 2.

* <http://www.journalisme.com/>

Actualité ... (suite de la page 1)

Retour sur les campagnes électorales

La liste est longue, en effet, depuis le début de cette année, des escarmouches et des coups de colère. L'affaire « Copé-Sarkozy-Bygmalion » révélée par *Le Point* explose publiquement en février, elle servira de toile de fond, son dénouement (provisoire) n'intervenant qu'au mois de juin. En février encore, Nathalie Kosciusko-Morizet accuse *Le Monde* d'un traitement partial à Paris, ce qui lui vaut une cinglante réplique du quotidien. Des leaders politiques posent leurs conditions pour participer à des émissions (sur France 2, Marine Le Pen ne veut pas de Martin Schultz, sur Canal+, Brice Hortefeux d'Edwy Plenel) et les chaînes s'inclinent. Jean-Vincent Placé fait un esclandre dans une émission dominicale. Christian Teyssède, maire PS de Rodez, boycotte une journaliste de France 3. Louis Aliot ne supporte pas qu'on enquête sur le FN et traite de « pute » une journaliste de *L'Indépendant*, dans un SMS qu'il lui envoie par erreur... (il s'excuse ensuite). N'oublions pas Jean-Luc Mélenchon, jamais le dernier sur ce terrain, qui par exemple tonne en avril contre BFMtv à propos des temps de parole... et se plante.



Christophe Deloire.

Christophe Deloire, directeur général de Reporters sans frontières, publie dans *Libération* du 27 mars une tribune : « *La virulence contre les journalistes ne fait pas une politique* » ; il y écrit notamment que « *ce climat de dénonciation est attentatoire à la liberté de la presse, en ce*

qu'il procède de l'intimidation ». L'ancien patron du Centre de formation des journalistes n'a pas tort. Mais sans doute les médias et les journalistes politiques devraient-ils aussi réfléchir sur leurs productions, alors qu'ils affichent souvent un contentement de soi et une certaine suffisance, à la lisière (parfois au-delà) de l'arrogance.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants du Front national, dès leur coup d'éclat électoral du 25 mai au soir, vont faire un pas supplémentaire : le directeur de cabinet de Marine Le Pen, Philippe Martel, s'en prend à « *ces connards de journalistes institutionnels* », qu'il faut désormais attaquer fort et mettre en fiches pour mieux les contrer. L'extrême droite, en fait, n'a pas attendu pour mettre en œuvre une base de données sélective sur les journalistes : la création de l'Observatoire des journalistes et de l'information médiatique (OJIM), qu'anime Claude Chollet, un ancien du GRECE, avait été rendue publique par la fondation Polémia de Jean-Yves Le Gallou, un dissident du FN, en mars 2012 (voir *Le Bulletin de l'APCP* n° 15). Cette agressivité verbale peut être relayée par la violence physique : le 12 juin, deux journalistes (Europe 1 et LCI) ont été molestés pendant une bousculade avec le service d'ordre du FN, à l'occasion d'un déplacement de Jean-Marie Le Pen à Nice.

Est-ce une réponse du parti de Marine Le Pen à l'ostracisme

et à l'agressivité journalistique dont ses dirigeants estiment avoir toujours été victimes ? En fait, le Front national est loin maintenant d'être le pestiféré de la classe politique et ses interventions dans les grands médias sont fréquentes. Le débat n'est toutefois pas clos au sein même de la profession. Il y a d'un côté ceux qui pensent que mettre en avant le FN en en parlant et en interrogeant ses leaders, ses militants et ses électeurs, est prendre un risque avec un parti « pas comme les autres », qui ne les a pas convaincus d'avoir réellement abandonné ses vieilles lunes racistes et antisémites, voire antidémocratiques et violentes. De l'autre, on trouve ceux qui estiment que le parti lepeniste joue le jeu de la démocratie, qu'il représente un sixième à un quart de la population selon les scrutins, que lui aussi a le droit d'exprimer ses options, que l'en empêcher lui donne des armes supplémentaires et que s'il doit être combattu c'est sur le plan idéologique et politique.



Florian Philippot, vice-président du FN.

La difficulté tient au fait que bien des journalistes politiques – et encore davantage leurs hiérarchies – pensent que d'une part leur travail se résume à une sorte de « journalisme douanier » (qu'avez-vous à déclarer ?) et que d'autre part, pour « faire de l'audience », il faut personnaliser à outrance et faire de la politique un spectacle. D'où la course de chevaux permanente vers l'Elysée et la prime donnée aux affrontements, aux matches, aux propos abrupts. Cette double conception laisse peu de place au débat d'idées, à la confrontation des programmes, à l'enquête et à l'analyse des motivations profondes des « professionnels » de la politique comme de leurs électeurs.

Malgré la répulsion de bien des journalistes envers le FN, celui-ci a fait pénétrer avec force ses idées dans la société, comme l'atteste l'enquête d'opinion réalisée chaque année sur ce thème par *Le Monde*. Et il ne peut que faire son miel d'un climat d'affrontement entre politiques et entre politiques et médias. Peut-être serait-il temps au contraire de faire de la place à un véritable journalisme, d'aller au fond des choses avec tous et sur tous les sujets, d'aider les citoyens à y voir clair, de montrer où sont les enjeux véritables. La redistribution politique en cours ne peut qu'y inciter. Encore faudrait-il que les journalistes qui informent sur la politique ait une conscience minimale de la mission qui est la leur et de l'attente de leurs publics. Le contexte et les surprises de ce premier semestre 2014 inciteront-ils les rédactions et les propriétaires de média à prendre le temps de la réflexion collective ? Le débat démocratique y gagnerait sûrement.

■ Yves AGNÈS

Canada

Drames familiaux et santé mentale Des outils pour favoriser un meilleur journalisme

La réflexion sur la pratique du journalisme est dense au Canada. Il y a les avis du conseil de presse québécois (ceux des provinces anglophones sont moins actifs ces dernières années) ou du médiateur de Radio Canada/CBC. Il y a le travail des syndicats et des filières universitaires de journalisme, mais aussi d'associations comme l'Association des journalistes canadiens ou l'Observatoire du journalisme, où se retrouvent chercheurs, journalistes, médias, associations.

Deux initiatives récentes sont à souligner. Le Conseil de presse du Québec a réuni en mai 2014 des journalistes, policiers, intervenants en santé publique et proches de victimes pour débattre de la couverture des homicides intrafamiliaux. Le rapport de synthèse de cette journée de réflexion met en lumière les contraintes des uns et des autres, souligne l'incompatibilité entre « *la vitesse* [voulue par les médias] *et la compréhension de la complexité* » qui conduit à ces drames ; il suggère une « *formation des journalistes à approcher les personnes concernées autant pour bien faire [leur] travail que pour respecter ces gens* ».



Le guide *En Tête, reportage et santé mentale* publié en mai par le Canadian Journalism Forum on Violence and Trauma (avec le soutien de la Commission de la santé mentale du Canada et de CBC), est le résultat d'un travail entre journalistes, documentaristes, professeurs de journalisme, psychiatres et travailleurs sociaux. Partant du constat que « *les médias peuvent involontairement ou intentionnellement contribuer à propager [d]es préjugés [sur les maladies mentales]* », il pose comme principe qu'il faut « *traiter la maladie mentale de la même façon que la maladie en général. C'est-à-dire avec curiosité et compassion et une bonne dose d'indignation* ». Ce guide décrypte les stéréotypes dont les maladies mentales font l'objet, et fait des recommandations pour les interviews des personnes atteintes, la couverture des suicides ou la compréhension de neuf troubles parmi les plus fréquents. Son succès a dépassé les espérances : les 5000 exemplaires, dont 2000 en français, ont été rapidement épuisés.

L'Institut national de santé publique du Québec, enfin, met en ligne des « *trousses médias* » sur la violence conjugale ou les agressions sexuelles. Quelques dizaines de minutes de lecture sur ces sites donnent au journaliste qui va traiter un fait divers sur ces questions les connaissances nécessaires pour éviter les contresens, les mythes et les stéréotypes. ■ **Pierre GANZ**

* Observatoire du journalisme : <http://projetj.ca>

* Association des journalistes canadiens : <http://www.caj.ca/>

* Guide *En Tête, reportage et santé mentale* : [http://www.en-tete.ca/santé mentale](http://www.en-tete.ca/santé_mentale)

* « *Trousses médias* » : <http://www.inspq.qc.ca/violenceconjugale/accueil> et <http://www.inspq.qc.ca/agressionsexuelle/Default.aspx>

Mali

Une école de journalisme en projet

Le gouvernement malien a annoncé la création d'une école de journalisme, pour répondre à la mauvaise qualité de la presse, à laquelle le public reproche « *dérapages de tout genre, violation des règles d'éthique et de déontologie et manque de professionnalisme* », selon le communiqué du Conseil des ministres malien.

Sans attendre, l'Association des jeunes journalistes du Mali a organisé fin mai à Bamako un séminaire sur « *l'éthique et la déontologie* ». Le rappel des fondamentaux s'est heurté à l'actualité malienne, des participants s'interrogeant notamment sur « *la distance à garder entre le patriotisme et [d]es valeurs (comme l'honnêteté, l'impartialité et la rigueur) au cas où la Patrie est en danger* ». ■

Contacts

Yves Agnès, président, yves.agnes@noos.fr, 06 98 81 84 35

Christine Menzaghi, secrétaire, cmenzaghi@laligue.org, 06 84 01 55 28

Kathleen Grosset, trésorier, kgrosset@gmail.com, 06 12 73 12 30

Ici et là

Informations rassemblées par Pierre Ganz, pierre.ganz@wanadoo.fr
D'autres infos sur <http://apcp.unblog.fr/ici-et-la/>

Belgique francophone Suicide et responsabilité

Un article du quotidien *La Dernière Heure* mettait en cause le président d'un foyer, dans le suicide d'une personne qui allait être expulsée. Or ce président avait pris ses fonctions après la décision d'expulsion et il n'a pas pu être prouvé que le locataire expulsé lui avait demandé en vain un rendez-vous, comme l'affirmait le journal. Le Conseil de déontologie journalistique a reproché au journaliste des approximations, des informations inexactes, des affirmations de certaines sources « *prises à la lettre sans vérification, prise de distance et mise en perspective* » et une façon « *insidieuse (d'induire) la responsabilité du président dans ce suicide* ».

* <http://www.deontologiejournalistique.be/?avis-particuliers>

Suisse

Se taire puis se plaindre

La télévision genevoise Léman Bleu consacre un reportage en novembre 2013 à un mouvement social dans une entreprise de secrétariat. Les revendications syndicales sont exposées et la plaque de la société est filmée quelques secondes. Le commentaire précise que le directeur de l'entreprise n'a pas souhaité expliquer son point de vue. Trois mois plus tard, il saisit le Conseil suisse de la presse pour non respect de la vie privée des personnes : un tort considérable aurait été causé à son entreprise familiale en dévoilant son nom. Le conseil a refusé de le suivre, arguant que le respect de la vie privée « *ne s'applique pas (...) à une entreprise, qui exerce une responsabilité sociale indéniable* ».

* http://presserat.ch/03_2014.htm

Royaume-Uni

« Traite d'être humain » inventée

Un couple britannique poursuivi en France pour avoir versé à une fille au pair une rémunération insuffisante était présenté dans le *Daily Mail* comme accusé de « *traite d'être humain* ». Après intervention de la Press Complaints Commission, le tabloïd a publié un rectificatif, précisant même que la plainte de la fille au pair avait été rejetée.

* <http://www.pcc.org.uk/news/index.html?article=ODk2MQ>